Pour publication immédiate : 17/11/2015 **GOUVERNEUR ANDREW M. CUOMO**

LE GOUVERNEUR CUOMO S'ADRESSE AUX ÉTUDIANTS AU CENTRE DE LEADERSHIP PUBLIC DE LA HARVARD KENNEDY SCHOOL

Aujourd'hui, le Gouverneur Andrew M. Cuomo s'est adressé aux étudiants du Centre de leadership public de la Harvard Kennedy School à Cambridge, au Massachusetts.

Le Gouverneur a abordé la valeur du service public, l'importance du compromis et de la bipartite, et le rôle du gouvernement compétent dans la poursuite et l'atteinte des changements sociaux positifs.

Des photos seront disponibles sur la page Flickr du Gouverneur dans la journée.

Un éditorial accompagnant les remarques du Gouverneur a été publié sur le site Internet du Centre de leadership public de la Harvard Kennedy School, vous le retrouverez ci-dessous :

Période difficile : Angoisse publique, extrémisme politique
Par : Andrew Cuomo
Le 17 novembre 2015

Le service public est une vocation réservée à ceux qui désirent employer leur énergie et leurs talents pour renforcer la société. Elle n'est pas réservée aux idéalistes, elle convient à ceux qui désirent accomplir des choses et imprimer un impact sur la vie des gens et sur leurs communautés.

Tout comme la loi, la médecine ou tout autre métier spécialisé, je suis convaincu que le service public à travers le gouvernement est un art dont les compétences doivent être enseignées, perfectionnées et transmises de génération en génération, tout en adoptant les innovations requises en leur temps.

L'importance du travail au gouvernement et du service à la société, c'est quelque chose que j'ai reçu de mon père. Ça coule dans nos veines et c'est quelque chose que j'ai partagé avec mes trois filles, dont une poursuit son Bachelor à Harvard.

L'importance d'être doué pour l'art du service public et du gouvernement a été démontrée depuis la création de notre gouvernement et à travers chaque génération

depuis lors. C'est cet art qui nous a donné notre Constitution et qui a permis à notre gouvernement de réaliser chaque accomplissement considérable depuis lors, à travers le New Deal et le Mouvement des droits civils. Et cela reste tout aussi important aujourd'hui.

En tant que pays, nous avons surmonté des périodes incroyablement difficiles depuis le début du nouveau millénaire. Réfléchissez à tout ce que nous avons vécu au cours de ces 15 dernières années, le pire attentat terroriste de l'histoire du pays, deux guerres simultanées à l'étranger, une crise qui a presque rivalisé avec la Grande dépression et des catastrophes naturelles telles que Katrina et Sandy.

Nous avons eu droit à bien plus qu'assez de bouleversements et de perturbations. Et malgré tous ces défis, nous nous relevons. La récession est techniquement terminée, nous avons rebâti ce que les terroristes ont abattu, la plupart de nos troupes sont rentrées à la maison et nous reconstruisons nos côtes ravagées par les ouragans. Nous créons des emplois, le marché immobilier s'est rétabli, les compagnies automobiles prospèrent, les emplois du secteur de la manufacture reviennent chez nous et la confiance des consommateurs est en augmentation. Si on mesure la réussite par les chiffres, nous sommes en bonne voie.

Le Président Obama est entré en fonction alors que notre pays était en marge d'une autre crise. L'économie perdait quelque 700 000 emplois par mois et le PIB enregistrait son taux de croissance le plus bas des 60 dernières années. Grâce aux outils gouvernementaux, le Président a éloigné notre pays du précipice. Nous avons connu 47 mois consécutifs de croissance de l'emploi, avec 8,5 millions de nouveaux emplois. Le marché financier a pratiquement doublé de valeur.

Et pourtant, tant de personnes ont le sentiment justifié de ne pas profiter de ce succès et ont l'impression que notre pays ne saisit pas l'opportunité de bâtir une nation plus forte.

Notre inégalité croissance des revenus, l'incapacité de notre pays à promulguer des lois sur le contrôle des armes à feu suite aux massacres de professeurs et d'enfants à l'école, et les menaces à la sécurité internationale des groupes terroristes en pleine croissance entravent non seulement le progrès accompli, mais érodent la confiance de base que le public accorde à notre gouvernement pour qu'il agisse face aux défis les plus évidents. En effet, avec la réalité répétée d'un gouvernement paralysé tous les quelques mois car nos deux partis ne parviennent à aucun compromis, nous sommes témoins d'un déclin de la fonction de base du gouvernement.

Nous traversons une période difficile de l'histoire. Les gens s'expriment différemment, mais nous disons tous la même chose. Que l'on parle de « période étrange » ou de « période d'angoisse », il ne fait aucun doute que le concours de circonstances actuel, au niveau national comme international, engendre un corps politique affligé et divisé. Le gouvernement bipartisan, la vision des des Pères fondateurs, échoue littéralement. Selon notre trajectoire actuelle, on peut raisonnablement penser que le gouvernement

fédéral ne s'écartera jamais de sa paralysie idéologique et politique actuelle.

C'est à cause de notre gouvernement fédéral, et particulièrement de l'échec du Congrès républicain, que les extrêmes gagnent de l'importance et deviennent dominants. Alors que les compromis continuent à s'éloigner de la réalité, de nombreuses personnes rejoignent les extrêmes afin d'évacuer leur frustration et leur désenchantement.

Les Républicains se préoccupent d'une extrémité du spectre qui est sous la tension des conservateurs et les Démocrates se préoccupent de l'autre extrémité, sous la tension des libéraux. Les candidatures de Donald Trump et de Bernie Sanders symbolisent cette colère. La frustration économique engendrée par une crise dont nous récupérons toujours, mais qui semble interminable aux propriétaires et aux Américains de la classe moyenne, alliée à une inégalité croissante des revenus et à la détresse des travailleurs pauvres engendrent un mécontentement palpable.

À New York, nous avons fait face aux mêmes frustrations et désenchantements au gouvernement. À cause des politiques partisanes, nos budgets étaient bien souvent votés plusieurs mois en retard et ne répondaient qu'aux problèmes financiers immédiats, sans inclure la moindre innovation pour l'avenir.

Toutefois, afin de restaurer la confiance en notre gouvernement, une tâche qui semblait autrefois insurmontable, nous avons adopté une démarche différente. Nous nous sommes ÉCARTÉS de nos extrêmes, rejetant les restrictions idéologiques de nos partis et adoptant des compromis afin d'éloigner notre État du précipice. L'économie de notre État est désormais en croissance, nos impôts sont réduits et nous abordons les problèmes économiques et sociaux, ce qui préparera l'État de New York pour le 21e siècle.

Aujourd'hui, je prescris la même solution au gouvernement fédéral.

Je suis convaincu que, contrairement à la pensée conventionnelle et intuitive, la frustration actuelle envers le gouvernement, ce n'est pas qu'il en fait trop, mais qu'il n'en fait pas assez. Bien que le gouvernement soit responsable pour beaucoup de choses, dans la réalité, il n'accomplit pas des masses malgré ses efforts.

Commençons par le fait que le gouvernement n'a pas arrêté les « méchants » qui escroquaient le système de prêt hypothécaire en 2007 et ont dérobé des milliards de dollars aux travailleurs américains. Continuons avec le fait que la valeur de nombreuses habitations n'a toujours pas atteint son niveau d'avant la crise, coûtant leur sécurité économique à ces familles, leurs plans de pension et leur principal bien financier. Pendant ce temps, les banquiers sont passés tout sourire à leur banquet financier suivant. Le gouvernement n'a pas abordé le bouleversement économique des ouvriers d'âge moyen et le problème des communautés qui ont été décimées lors de la fermeture des usines locales. Des horreurs presque hebdomadaires nous rappellent que les vieux problèmes du contrôle des armes à feu et des tensions raciales

tourmentent toujours le pays. Des incidents tous pires les uns que les autres. Un grand nombre de nos villes éprouve toujours des difficultés à résoudre les problèmes de la population sans abri, des échecs au sein de l'enseignement public et du taux de criminalité en hausse.

Cette incompétence du gouvernement n'est pas uniquement une impression ; il s'agit de l'avertissement explicite qui nous vient de notre gouvernement à Washington. Chaque camp préfère passer tout son temps au pouvoir à accuser son opposant politique pour le triste état de notre nation. C'est une campagne sans fin visant à convaincre les électeurs de haïr l'autre camp à un point tel qu'ils ne se rendent pas compte qu'aucun des deux camps ne parvient à résoudre ses propres problèmes. Les impasses et la partisannerie sont un cancer qui se généralise.

Je suis le gouverneur démocrate d'un gouvernement divisé à New York, où les Républicains contrôlent le Sénat et les Démocrates contrôlent l'Assemblée. Bien que le contrôle par un seul parti soit indéniablement une proposition plus simple, l'État de New York a démontré qu'un gouvernement divisé est une option viable.

Nous avons pu le constater durant les années 90, lorsque le Président Clinton a collaboré avec les Républicains pour équilibrer le budget, combler le déficit et faire croître notre économie jusqu'à des sommets jamais rencontrés auparavant, en dépit d'attaques permanentes des partisans. Nous avons pu le constater durant les années 80, lorsque Ronald Reagan, le héros du parti républicain moderne, considérait Tip O'Neill, le héros du parti démocrate libéral, comme son plus grand allié au sein du gouvernement.

Notre gouvernement new-yorkais divisé a accompli plus de choses durant les cinq dernières années qu'au cours des cinquante dernières années, avec des accomplissements progressistes et révolutionnaires tels que l'égalité en matière de mariage, le contrôle des armes à feu, et des réformes économiques telles que la réduction des impôts sur le revenu et des impôts fonciers, tout en établissant des nouveaux records de résolutions d'impasses et de votes de budgets dans les délais.

Comment faire fonctionner un gouvernement polarisé ?

Tout comme nos Pères fondateurs l'avaient bien compris, il existe plusieurs impératifs pour faire fonctionner la relation au sein du gouvernement. Ils appréciaient la valeur du conflit ainsi que du compromis au sein du gouvernement. Le contrôle et le contrepoids, les partis politiques. Ils souhaitaient un débat vigoureux, mais ils désiraient aussi s'assurer que le débat mène à une décision et à un compromis plutôt qu'à une rage et à une impasse idéologique.

Tout d'abord, l'objectif principal des membres du gouvernement doit être de parvenir à des résultats et du progrès. Aujourd'hui, bien trop souvent, les élus ne considèrent pas leur poste comme un emploi. Un bien trop grand nombre de gouvernements locaux, d'état et fédéraux sont constitués de politiciens qui se contentent de jouer la sécurité et

de « dire ce qu'il faut » au lieu de « faire ce qu'il y a de mieux à faire. »

De la campagne électorale nationale jusqu'à presque toutes les entités législatives du pays, il existe de plus en plus de tension entre les extrêmes des deux camps, qui récompensent la pureté politique et répriment le progrès gouvernemental. Washington est censée être le lieu où les lois sont ratifiées et où les politiques sont exécutées afin d'avoir un impact sur la vie du peuple. Mais elle devient rapidement le théâtre d'une nouvelle émission de télé-réalité dans laquelle on élimine le participant que l'on déteste le plus.

D'après moi, nous, les membres du service public, ne pouvons plus nous contenter d'uniquement servir les électeurs en colère, qui ont peu de patience pour les nuances et les détails de la vérité. Ils ne veulent que la réponse simple. Lorsque le taux de criminalité était élevé et que les gens avaient peur, la réponse, c'était la peine de mort. Tuez-les.

Cette méthode simple fonctionne bien pour Donald Trump. Le problème de l'immigration illégale peut être résolu en bâtissant un plus grand mur et en expulsant tous ceux qui sont suspectés par le gouvernement d'être des immigrants illégaux. C'est simple. C'est aussi la solution de certaines des voix au sein de mon parti. Le problème de l'inégalité des revenus peut être réduit comme ceci : tous ceux qui sont riches doivent être anéantis, c'est seulement à ce moment que les pauvres seront relevés. C'est facile. C'est une option très attirante pour les électeurs impatients et exaspérés.

Mais ma question est la suivante : qui aide-t-on en anéantissant nos concitoyens, qu'ils aient franchi une frontière ou bien gagné leur vie ? Que fera-t-on après avoir bâti le mur et redistribué les richesses ? Si on décide que des millions d'immigrants n'ont plus de droits, que leur arrivera-t-il à eux et à leurs enfants ? Est-ce nous protégeront la classe moyenne et aideront les pauvres en démantelant chaque institution et personne dont nous ne partageons pas les valeurs ?

Les réponses à ces question ne peuvent s'exprimer en quelques mots. Elles n'inspirent pas les partisans et ne remporteront probablement aucune élection. La politique sophistiquée et l'analyse gouvernementale sont un art en voie de disparition : s'il n'est pas déjà mort.

C'est une circonstance aggravante pour l'élu responsable. C'est cet écart entre la frustration les entités politiques et le désir de réponses simples, la chambre d'écho qu'est Twitter et le besoin de compromis nuancés des élus d'un gouvernement divisé qui nous a amené à l'impasse que nous constatons aujourd'hui.

Notre gouvernement fédéral, ou certains gouvernements d'état, atteindra peut-être un jour une règle de parti unique et donc d'unité idéologique afin de réduire le besoin de compromis et de flexibilité. Cela présenterait une réalité différente, qui éliminerait de nombreux défis rencontrés aujourd'hui par un gouvernement divisé. Pour un représentant élu, cela s'alignerait avec la vue idéaliste et pratique ; on promulguerait ce

que l'on estime le mieux sans devoir réduire ses exigences ou accorder quoi que ce soit à l'autre camp. Mais jusqu'alors, le seule manière de combler l'écart actuel, c'est par la raison extraordinaire et le compromis, aussi difficile que cela puisse être au niveau politique. Parce que, selon moi, l'alternative est pire.

Je considère l'adhérence irrationnelle et irréaliste à des concepts et des positions politiques au détriment du progrès pour les électeurs comme une malversation gouvernementale. C'est une acte politique égoïste et irresponsable. La rigidité, c'est la simplicité. Le compromis, c'est l'approche courageuse. Si nos Pères fondateurs avaient adopté une approche rigide, notre nation n'existerait pas car ils n'auraient jamais signé la Constitution. En effet, ils ont délibérément mis les problèmes controversés, à propos desquels ils n'étaient absolument pas d'accord, de côté et se sont penchés sur les questions du consensus. C'est ce que feu mon père, Mario Cuomo, voulait dire lorsqu'il disait que nous menons nos campagnes en poésie et gouvernons en prose. Nous menons nos campagnes de manière rhétorique afin d'exprimer nos idéaux mais nous gouvernons de manière réelle avec des faits et des compromis.

Le fait que les impasses nuisent à tout le monde doit être la plateforme unificatrice du gouvernement divisé. Si cette théorie ne convainc pas et que le directeur général ne comble pas l'écart, le gouvernement n'est pas performant et un gouvernement qui n'accomplit aucun résultat réel en vue de répondre aux besoin du peuple est un gouvernement qui finit par échouer.

Notre approche de compromis raisonnable à New York n'est pas due à notre caractère éclairé, mais plutôt à nos épreuves du passé. Le gouvernement de l'État de New York a été dans l'impasse durant de nombreuses années, bien avant que Washington n'ait entendu parler de ce terme. À New York, il était courant que l'État rejette des propositions de budget plusieurs mois au-delà de la limite légale. Et même dans ce cas, le budget était minimal et n'accomplissait que peu. L'État a énormément souffert des échecs du gouvernement. Les impôts ont augmenté, des emplois ont été perdus et il y a eu beaucoup de souffrance, particulièrement dans le Nord de l'État de New York. Nous avons appris à nos dépens, tout comme le pays le fait à présent.

La rivalité politique est une bonne chose mais elle doit être accompagnée par des compromis. Thomas Jefferson et John Adams étaient deux des rivaux politiques les plus célèbres de notre pays. Sur son lit de mort, les derniers mots de John Adams furent : « Jefferson vit encore » car il ne pouvait pas supporter l'idée que son rival lui ait survécu. Mais leur rivalité, et les compromis qu'elle a engendrés, a produit la Déclaration d'indépendance, notre gouvernement national et la structure des gouvernements d'état. Imaginez une Amérique conçue par l'un d'eux uniquement, elle est non seulement incomplète mais c'est aussi un pays qui n'aurait peut-être pas survécu pendant plus de 200 ans.

Le pouvoir exécutif doit diriger

Afin d'aborder tout véritable défi de société, un homme politique doit être prêt à payer

un prix politique. C'est mon père qui m'a enseigné cette leçon. Son enjeu déterminant, c'était son opposition à la peine de mort, ce qui était alors un sujet tabou en politique. C'est ce que je respectais le plus chez lui. C'est la leçon à laquelle je tiens le plus.

J'estime que le besoin d'agir du gouvernement est palpable, urgent et gravé dans ma mémoire. J'estime que l'« enfer », pour un représentant élu, c'est de savoir qu'il avait l'opportunité de faire la différence mais d'avoir échoué. J'ai vu des pauvres enfants être emprisonnés dans des projets de logements sociaux où ils dormaient dans une baignoire pour se protéger des balles. J'ai passé de nombreuses nuits dans des refuges pour sans-abris à sécher les larmes de mères qui me racontaient leurs histoires de violence conjugale. J'ai travaillé dans des réserves amérindiennes où le taux élevé d'exposition prénatale à l'alcool engendrait une situation où un grand nombre de jeunes enfants naissaient avec des malformations considérables : certains naissaient avec des membres, des yeux ou des pieds en moins. Dans certains districts new-yorkais, nous avons consciemment envoyé trois générations d'enfants dans une école dont le taux de réussite était insuffisant. Nous avons condamné ces enfants principalement issus de minorités et de milieux pauvres. Le problème de l'inégalité croissante des revenus menace la promesse américaine de mobilité et crée la dépression d'une classe marginale permanente de la société.

Selon moi, le besoin d'action de la part du gouvernement est réel et immédiat. L'incompétence bureaucratique et les joutes théoriques de moulins à paroles me rendent furieux. Il peut réellement s'agir d'une question de vie ou de mort. Chaque journée passée à ne créer aucun progrès est une journée durant laquelle nous permettons la conservation du statu quo. Chaque journée durant laquelle le gouvernement ne répond pas aux besoins de sa population est une journée supplémentaire durant laquelle le cynisme et le scepticisme du public augmentent. Pour moi, en tant que membre exécutif, mon rôle n'a rien de théorique.

Je suis également convaincu qu'un représentant doit avoir une vision politique et gouvernementale concrète et à long terme qui, telle l'étoile polaire, lui permet de se diriger. Les opérations au jour le jour sont des étapes qui mènent à cette destination. Un sage a dit un jour : « Selon moi, la direction, bien qu'elle puisse demander des compromis, ne peut être définie par des compromis. Elle doit être définie par une vision d'avenir claire et, peut-être plus important encore, par la volonté de la défendre. Elle doit être axée non sur ce qui est possible mais plutôt sur le maximum possible ; non sur la voie de la résistance minimale mais sur la voie de l'avantage potentiel maximal. »

Le meilleur gouvernement reste la meilleure politique

Je suis un progressiste et j'estime que l'obstacle principal qui s'oppose à un gouvernement véritablement progressiste, c'est qu'il faut vaincre le scepticisme de la population quant au pouvoir et à la compétence du gouvernement. Le peuple de ce pays est largement en accord avec les objectifs progressistes. J'ai pu voir de mes propres yeux les meilleurs orateurs progressistes convaincre les foules. J'ai lu les sondages et vu les groupes de consultation. Les gens sont d'accord avec le message,

ils ne font simplement pas confiance au messager ! Les Progressistes remportent la discussion pour la vue de la société la plus désirable, mais le public n'estime pas que le gouvernement soit un moyen plausible d'atteindre ces objectifs. J'estime que si le pays croyait que nous sommes réellement capables d'accomplir ce que nous prétendons, il soutiendrait un gouvernement progressiste avec vigueur. Mais le gouvernement a rencontré de trop nombreuses débâcles très médiatisées : les logements sociaux, l'assistance sociale, les villes modèles et les dizaines de programmes avant ça. Les Progressistes doivent prouver leurs compétences. Si un dirigeant estime que le gouvernement est un outil de progrès, il ou elle doit être capable de le gérer de manière efficace et effective. Les gouvernements gaspilleurs, bureaucratiques ou incompétents sont le meilleur argument des Conservateurs. Un Progressiste incompétent est le meilleur ami du Conservateur. Les Conservateurs l'emportent lorsque le gouvernement échoue ; les impasses sont une victoire pour les Conservateurs. Mais le compromis, c'est le progrès, même s'il n'a pas l'ampleur espérée. Le progrès prouve la viabilité du gouvernement. Si nous prouvons notre compétence, nous justifierons l'espoir du public. Comment y arriverons-nous ? Voir, c'est toujours croire.

Pourquoi FDR (Franklin D. Roosevelt) a-t-il réussi et est-il devenu un modèle du programme progressiste ? C'est parce qu'il se retroussait les manches et menait les choses à bien. Il n'y avait pas de place pour l'acceptation théorique, il n'y avait qu'acceptation pratique. Il promulguait un programme et ça fonctionnait. C'était tangible. Il a bâti des routes et des parcs, il a donné du travail au peuple. Il se passait des choses. Posez-vous cette question : Quand est-ce la dernière fois que le gouvernement a fait quelque chose ? Puis demandez-vous s'il a fait ça bien. La macro-politique, c'est simple. On se demande : « Est-ce que ça a changé quoi que ce soit dans ma vie ? » Si la réponse est non, ce n'est que du bla-bla politique.

En fin de compte, ce débat entre conservateur et progressiste renferme une vérité fondamentale. Soit le gouvernement est un moyen d'exécuter un changement sociétal important de manière efficace et effective, soit il ne l'est pas. Soit le gouvernement fonctionne, soit pas. Soit les Progressistes ont raison, soit l'opinion des Conservateur est correcte. Par définition, il appartient aux Progressistes de réfuter l'opinion des Conservateurs. Les Progressistes ont le devoir de prouver que le gouvernement peut être un outil efficace pour le changement. Aujourd'hui, les Conservateurs l'emportent. La corruption au sein du gouvernement, l'incompétence exécutive, l'influence des intérêts particuliers, les fraudes, les gaspillages et l'abus de pouvoir sont tous les alliés du mouvement conservateur. Chaque projet du gouvernement qui met des années à se terminer ou qui ne se matérialise jamais confirme l'argument des Conservateurs. Le dysfonctionnement du gouvernement est la pièce maîtresse des Conservateurs.

Ce que je trouve le plus pénible au sujet de l'argument conservateur, c'est son cynisme essentiel. Le gouvernement n'est pas une institution étrangère. Le gouvernement est l'outil qui permet d'atteindre des actions sociétales collectives et en condamnant le gouvernement, on condamne la société en tant qu'organisme collectif. Nous en serions réduits à une société individualiste. Les intérêts d'une société communautaire seraient minimisés. Il s'agit d'un vue déprimante et peu charitable de la société et de la vie.

Mon État est le leader progressiste de la nation depuis longtemps. J'en accepte la responsabilité. L'État de New York défend une vision progressiste et concrétise des programmes progressistes. L'État de New York était le laboratoire de FDR. Il manifeste le rêve américain : l'acceptation de tous, les opportunités pour tous et la discrimination d'aucun. Mon État doit se poser en chef de file et aborder les défis actuels : attaquer la dualité d'un système d'éducation publique qui offre une éducation de premier ordre aux riches et un système en débâcle aux pauvres ; faire preuve de compassion compétente envers les sans-abris ; promulguer un salaire minimum digne du travail accompli et réduire l'inégalité des revenus ; restaurer la confiance des minorités dans le système judiciaire pénal ; réduire la violence armée et assurer un environnement sain et propre. L'État de New York milite constamment pour la justice, les opportunités et l'acceptation. Nous visons et défendons l'optimum, et nous agissons tous les jours en vue de réaliser un progrès. Le progrès vers la destination finale se réalise étape par étape, au quotidien. C'est là le rôle du gouvernement et la responsabilité du leadership. Un gouvernement qui ne remplit pas ces conditions est un gouvernement qui manque à ses obligations face à son peuple. Tel est donc le dilemme américain actuel.

Notre situation, quoique compliquée, n'est pas sans espoir. Washington peut sembler désespérée dans son incapacité à promulguer des lois efficaces ou même à choisir sa direction et son orientation législatives. Mais regardez ce que nous avons accompli à New York, où, là aussi, nous œuvrons avec un gouvernement divisé. Nous avons surmonté notre propre ère de dysfonctionnement et d'impasses, et aujourd'hui, nous disposons d'un gouvernement qui fonctionne et qui produit des lois importantes qui touchent la vie de nos habitants. Nous avons accompli cela en rejetant l'extrémisme politique et en nous concentrant sur la tâche à accomplir : gouverner de sorte à améliorer notre État.

Je continuerai à défendre le retour d'un discours politique productif, à l'aide des accomplissements de l'État de New York comme mon argument principal. Mais j'ai le sentiment que notre plus grand espoir pour un changement durable nous viendra de la prochaine génération de leaders. Et c'est la raison pour laquelle je vous exhorte à ne pas accepter le statu quo dysfonctionnel actuel. L'idéologie politiquement pure des extrémistes peut sembler séduisante. Les médias disponibles aujourd'hui ne font qu'augmenter la balkanisation de nos points de vue car nous consultons de plus en plus les sources d'informations qui, nous le savons, partageront notre opinion. C'est la raison pour laquelle je vous mets au défi de comprendre l'autre point de vue. Lisez les publications qui représentent l'autre côté du problème. Trouvez des opportunités de collaborer avec des personnes de l'autre parti. Je ne suis pas en train de décrire une nouvelle stratégie politique hérétique. Pendant la majeure partie de notre histoire, les gens de différents partis et d'idéologies diverses ont collaboré afin de gérer les affaires du gouvernement. Et lorsque le moment était venu de prendre des décisions concernant notre pays, ils étaient capables de négocier et de parvenir à des compromis en dépit de leurs différends politiques et, parfois, personnels.

C'était le cas durant l'été 1787, lorsque des représentants des 13 colonies, dont les

opinions étaient aussi partisanes que celles d'aujourd'hui, se sont rassemblés pour débattre leurs points de vue et parvenir à un compromis qui a donné naissance à la plus longue démocratie de l'histoire mondiale.

Vous êtes l'avenir du service public. Je vous prie d'adopter le même dévouement pour le bien collectif lorsque vous rejoindrez le gouvernement. Vous permettrez ainsi à la grande expérience qu'est notre système démocratique de gouvernement de continuer à évoluer.

###

Des informations complémentaires sont disponibles à l'adresse www.governor.ny.gov
New York State | Executive Chamber |press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418